

L'essentiel de la plénière 5-8 juillet 2021 - Session plénière Strasbourg

Droits des personnes LGBTIQ en Hongrie: débat avec le Conseil et la Commission

Le PE évaluera le risque de discrimination auquel font face les personnes LGBTIQ en Hongrie ainsi que la situation en matière d'État de droit et de droits fondamentaux en Pologne et Hongrie.

5

Vote sur une solution temporaire pour prévenir l'exploitation sexuelle des enfants en ligne

Les députés évalueront un règlement temporaire qui permet aux fournisseurs d'accès à Internet de détecter et de retirer volontairement les contenus pédopornographiques en ligne.

6

Nouvel élan aux projets d'infrastructure pour la connectivité régionale de l'UE

Le PE devrait adopter des règles rationalisant le déploiement des projets du réseau RTE-T et libérer 30 milliards d'euros pour des projets liés aux transports, au numérique et à l'énergie.

8

État de droit: nouvel appel pour faire appliquer les règles de conditionnalité

Les députés donneront leur avis sur le développement par la Commission des lignes directrices relatives à l'application des règles liant les fonds de l'UE au respect de l'État de droit.

9

Débat sur la présidence slovène du Conseil avec le Premier ministre Janez Janša

Mardi matin, les députés débattront avec le Premier ministre slovène des priorités de la présidence pour le second trimestre 2021.

11

Bilan du sommet européen de juin avec les Présidents Michel et von der Leyen

Les députés évalueront les conclusions du récent Conseil européen lors d'un débat mercredi matin avec les Présidents Charles Michel et Ursula von der Leyen.

12

Renforcer le mandat de l'Agence européenne des médicaments

Le Parlement débattera et établira sa position relative aux négociations avec le Conseil sur un rôle renforcé de l'Agence européenne des médicaments, suite aux leçons tirées de la pandémie.

13

Migration: la plénière devrait adopter deux fonds pour soutenir les politiques d'asile et de gestion des frontières

Le PE débattera de deux fonds européens aidant les États membres à gérer les flux migratoires, à faciliter l'intégration et à améliorer la gestion des frontières.

14

L'UE doit renforcer sa capacité à lutter contre la désinformation

Lors d'un débat mardi, le Parlement devrait exhorter le Chef de la politique étrangère de l'UE à combattre de façon efficace la désinformation et à œuvrer pour des sanctions plus sévères.

15

La corruption doit être un critère pour les sanctions de l'UE, selon les députés

Lors d'un débat mardi, les députés devraient demander que la corruption soit incluse comme infraction dans le nouveau régime de sanctions de l'UE en matière de droits de l'homme.

16

Quelles priorités environnementales pour l'UE à l'horizon 2030?

Les députés débattront et voteront sur leur position concernant les négociations avec le Conseil sur le nouveau programme d'action pour l'environnement.

17

Pêche: mise en garde contre l'impact de l'éolien et adoption d'un nouveau fonds

Le PE devrait pointer du doigt les dommages causés aux écosystèmes marins par les éoliennes. Il devrait par ailleurs adopter le fonds pour la pêche et l'aquaculture (6,1 milliards d'euros).

18

Les députés souhaitent que cesse la discrimination à l'égard des personnes âgées

Le Parlement devrait appeler à la promotion d'une image plus positive de la vieillesse en Europe et à des pensions plus équitables.

19

Turquie: le Parlement devrait dénoncer la répression continue de l'opposition

Les députés débattront de la répression du gouvernement turc visant l'opposition, notamment le principal parti pro-kurde, lors d'un débat mardi et d'un vote jeudi.

20

COVID-19: soutenir la relance du secteur aérien

Alors que le trafic aérien s'est effondré durant la pandémie, les députés devraient demander à la Commission comment remettre sur pied le secteur et relancer les voyages et le tourisme.

Antarctique: le PE souhaite une solution rapide pour protéger les zones maritimes

Les députés sont préoccupés par le blocage des négociations internationales relatives à la mise en place de trois zones maritimes protégées en Antarctique.

22

Mettre un terme à l'utilisation d'animaux dans la recherche et l'expérimentation

Lors d'un débat avec la Commission jeudi, le Parlement débattera de la manière d'accélérer la transition vers un système de recherche qui ne soit pas fondé sur l'utilisation d'animaux.

23

Nicaragua: condamnation de la campagne de répression menée par l'État

Le Nicaragua fera l'objet d'un débat en plénière mardi, en présence du Chef de la diplomatie de l'UE, Josep Borrell. Une résolution sera mise aux voix jeudi.

24

Guerre au Tigré: débat sur l'évolution de la situation

Lors d'un débat mardi, les députés et le Chef de la politique étrangère de l'UE, Josep Borrell, feront le point sur la situation dans la région éthiopienne du Tigré, déchirée par la guerre.

25

Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme, à la démocratie et à l'État de droit jeudi matin, avec des votes intervenant le même jour.

26

Autres sujets à l'ordre du jour

Figurent également à l'ordre du jour les sujets suivants:

27

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/agenda/briefing/2021-07-05>

Newsletter, 5-8 juillet 2021

En savoir plus

[Projet d'ordre du jour](#)

[Suivre la séance en direct \(EbS+\)](#)

[Conférences de presse et autres événements](#)

[Centre multimédia du Parlement européen](#)

[EP Newshub](#)

Contacts

Baptiste CHATAIN

Attaché de presse

☎ (+32) 2 28 40992 (BXL)

☎ (+33) 3 881 74151 (STR)

☎ (+32) 498 98 13 37

✉ baptiste.chatain@europarl.europa.eu

✉ presse-FR@europarl.europa.eu

Nicolas DELALEU

Attaché de presse

☎ (+32) 2 28 44407 (BXL)

☎ (+33) 3 881 72097 (STR)

☎ (+32) 471 95 35 11

✉ nicolas.delaleu@europarl.europa.eu

✉ presse-FR@europarl.europa.eu

Isabelle ZERROUK

Attachée de presse audiovisuelle

☎ (+32) 2 28 42742 (BXL)

☎ (+33) 3 881 74032 (STR)

☎ (+32) 470 88 02 62

✉ isabelle.zerrouk@europarl.europa.eu

Wendy DE MONTIS

Attachée de presse

☎ (+32) 2 28 31151 (BXL)

☎ (+33) 3 881 74005 (STR)

☎ (+32) 470 87 02 64

✉ wendy.demontis@europarl.europa.eu

✉ presse-fr@europarl.europa.eu

Droits des personnes LGBTIQ en Hongrie: débat avec le Conseil et la Commission

Le PE évaluera le risque de discrimination auquel font face les personnes LGBTIQ en Hongrie ainsi que la situation en matière d'État de droit et de droits fondamentaux en Pologne et Hongrie.

Le 15 juin 2021, le parlement hongrois a voté à la quasi-unanimité (157 voix contre 1) en faveur de règles qui, sous couvert de lutter contre la pédophilie, restreignent la liberté d'expression et les droits de l'enfant, en interdisant notamment les contenus LGBTIQ dans le matériel pédagogique des écoles ou dans les émissions de télévision destinées aux moins de 18 ans.

Lors d'un débat avec le Conseil et la Commission mercredi matin, les députés évalueront si les législations européennes sont violées et quelles mesures sont envisagées pour protéger les droits des enfants et des personnes LGBTIQ. Une résolution sera mise aux voix jeudi.

Les députés interrogeront également le Conseil et la Commission sur les deux auditions organisées par le Conseil sur l'État de droit en Hongrie et en Pologne le 22 juin, dont les conclusions n'ont pas été divulguées. À plusieurs reprises, le Parlement a fait part de ses craintes quant à [l'absence de progrès dans le processus de l'article 7](#) sur la Hongrie et la [détérioration continue des valeurs de l'UE](#).

Débat: mercredi 7 juillet Vote Hongrie: jeudi 8 juillet Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission

En savoir plus

[Question orale sur les violations du droit de l'UE et des droits des citoyens LGBTIQI en Hongrie \(22.06.2021\)](#)

[Déclaration des présidents des commissions des libertés civiles et de l'égalité des genres \(juin 2021, en anglais\)](#)

[Infographie - Respect de l'État de droit dans les États membres: que peut faire l'UE?](#)

[Préserver les valeurs communes de l'UE au sein de États membres: vue d'ensemble des mécanismes de surveillance, de prévention et d'application à l'échelle de l'UE \(25.09.2020\)](#)

[Produits multimédias - Liberté des LGBTIQ dans l'UE](#)

[Produits multimédias - État de droit](#)

Vote sur une solution temporaire pour prévenir l'exploitation sexuelle des enfants en ligne

Les députés évalueront un règlement temporaire qui permet aux fournisseurs d'accès à Internet de détecter et de retirer volontairement les contenus pédopornographiques en ligne.

Dans le contexte d'une hausse significative du volume de [contenus pédopornographiques en ligne](#) pendant la pandémie, les députés débattront avec le Conseil et la Commission de la [dérogation conclue récemment](#) à la confidentialité des articles relatifs aux données de communication et de trafic inclus dans la [législation européenne régissant la vie privée des communications électroniques](#).

Conformément à l'accord, les fournisseurs de services de courrier électronique web et de messagerie internet seront autorisés à détecter, supprimer et signaler volontairement les abus sexuels sur les enfants en ligne, ainsi qu'à utiliser des technologies de balayage pour détecter le pédopiégeage en ligne. Les députés débattront pour savoir si le texte trouve le juste équilibre entre la protection des enfants et la sauvegarde de la vie privée, et discuteront des autres solutions possibles à long terme.

Le débat se tiendra lundi et le vote est prévu mardi. L'annonce des résultats se fera mardi soir.

Contexte Le matériel en ligne lié à aux abus sexuels d'enfants est détecté à l'aide de technologies spécifiques qui analysent le contenu, comme les images et le texte, ou les données de trafic. Alors que la technologie de hachage est utile pour les images et les vidéos, les classificateurs et l'intelligence artificielle sont utilisés pour analyser le texte ou les données de trafic afin de détecter le pédopiégeage en ligne.

Cette législation temporaire s'appliquera pour une durée maximale de trois ans, ou moins en cas d'accord sur de nouvelles règles permanentes sur la lutte contre les abus sexuels commis contre des enfants en ligne.

Débat: lundi 5 juillet Vote et résultats: mardi 6 juillet Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

En savoir plus

[Projet de rapport concernant une dérogation temporaire à certaines dispositions de la directive 2002/58/CE](#)

[Profil de la rapporteure Birgit Sippel \(S&D, DE\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE - Endiguer la hausse de la maltraitance des enfants en ligne: double rôle de la technologie numérique dans la lutte et la facilitation de sa prolifération \(novembre 2020, en anglais\)](#)

[Produits multimédias - Droits des enfants](#)

Nouvel élan aux projets d'infrastructure pour la connectivité régionale de l'UE

Le PE devrait adopter des règles rationalisant le déploiement des projets du réseau RTE-T et libérer 30 milliards d'euros pour des projets liés aux transports, au numérique et à l'énergie.

En mars 2021, les négociateurs du Parlement et du Conseil ont conclu un accord sur la nouvelle génération du programme sur le Mécanisme pour l'interconnexion en Europe, d'un montant de 30 milliards d'euros pour la période 2021-2027. Il financera des projets dans les domaines des transports, de l'énergie et du numérique, et garantira que des projets transeuropéens essentiels, tels que Rail Baltica, les infrastructures de recharge pour les carburants alternatifs et le déploiement de la couverture 5G sur les principaux axes de transport, soient achevés dans les délais prévus d'ici 2030.

Par ailleurs, les députés devraient adopter un autre accord sur les règles du réseau transeuropéen de transport (RTE-T), qui simplifiera les procédures d'octroi de permis pour les projets RTE-T afin de faciliter leur achèvement. Les États membres devront désigner un point de contact pour chaque promoteur de projet et veiller à ce que l'obtention d'une autorisation de lancement d'un projet ne prenne pas plus de quatre ans.

Le débat est prévu mardi matin et le vote aura lieu plus tard le même jour. Les résultats seront annoncés mercredi matin.

Débat: mardi 6 juillet Vote: mardi 6 juillet (résultat: mercredi 7 juillet) Procédure: procédure législative ordinaire, accord en seconde lecture

En savoir plus

[Projet de règles sur le mécanisme pour l'interconnexion en Europe](#)

[Projet de règles sur les mesures de rationalisation en vue de progresser dans la réalisation du réseau transeuropéen de transport \(RTE-T\)](#)

[Fiche de procédure - Mécanisme pour l'interconnexion en Europe](#)

[Fiche de procédure - RTE-T](#)

[Service de recherche du PE - Mécanisme pour l'interconnexion en Europe \(juin 2020, en anglais\)](#)

[Commission européenne - Mécanisme pour l'interconnexion en Europe \(en anglais\)](#)

[Train législatif sur le RTE-T](#)

[Produits multimédias - CFP 2021-2027](#)

État de droit: nouvel appel pour faire appliquer les règles de conditionnalité

Les députés donneront leur avis sur le développement par la Commission des lignes directrices relatives à l'application des règles liant les fonds de l'UE au respect de l'État de droit.

Lors d'un débat mardi et d'un vote mercredi (les résultats seront annoncés jeudi matin), les députés devraient répéter que les lignes directrices ne sont pas essentielles pour l'application du nouveau [règlement relatif à la conditionnalité budgétaire](#), ni pour que la Commission lance des enquêtes sur les potentielles violations de l'État de droit dans les États membres.

Le projet de texte se réfère également à la [lettre du Président du PE du 23 juin](#) appelant la commission à garantir la pleine et immédiate application du règlement et menaçant de poursuivre la Commission devant la Cour de justice en l'absence de réaction de sa part.

Contexte Le [règlement sur la conditionnalité liée à l'État de droit](#), conçu pour protéger les fonds européens de possibles détournements par les gouvernements de l'UE, est entré en vigueur le 1er janvier 2021. Toutefois, à ce jour, aucune mesure n'a été proposée dans ce cadre. Le Conseil européen a [demandé à la Commission](#) de retarder son application afin que les États membres puissent la contester devant la Cour de justice de l'UE (la Pologne et la Hongrie l'ont fait le 11 mars dernier), et jusqu'à ce que la Commission ait élaboré des lignes directrices spécifiques.

Dans une [résolution adoptée en mars 2021](#), le Parlement a rappelé l'application du nouveau règlement ne pouvait être sujette à aucune ligne directrice. Si la Commission avait estimé que de telles lignes directrices étaient nécessaires, elles auraient dû être adoptées au plus tard le 1er juin.

Débat: mardi 6 juillet Vote: mercredi 7 juillet (résultats: jeudi 8 juillet) Procédure: résolution non législative

En savoir plus

[Communiqué suite au vote en commission \(01.07.2021\)](#)

[Profil du rapporteur Petri Sarvamaa \(PPE, FI\)](#)

[Profil de la rapporteure Eider Gardiazabal Rubial \(S&D, ES\)](#)

[Communiqué - Hongrie: lettre de Sassoli à von der Leyen - La Commission doit appliquer le règlement sur l'État de droit \(23.06.2021\)](#)

[Communiqué - État de droit: le PE se prépare à poursuivre la Commission pour inaction \(10.06.2021\)](#)

[Actualité - Les députés pressent la Commission de défendre les fonds européens \(02.06.2021\)](#)

[Produits multimédias - État de droit](#)

Débat sur la présidence slovène du Conseil avec le Premier ministre Janez Janša

Mardi matin, les députés débattront avec le Premier ministre slovène des priorités de la présidence pour le second trimestre 2021.

La présidence slovène du Conseil de l'UE devrait se concentrer sur la mise en œuvre du paquet de relance Next Generation EU, qui finance les mesures nationales visant à atténuer les conséquences économiques et sociales de la pandémie, et sur la facilitation de l'adoption des plans nationaux de relance.

La Slovaquie a annoncé qu'elle tenterait également de faire progresser le débat au sein de la [Conférence sur l'avenir de l'Europe](#) et de promouvoir l'État de droit dans l'ensemble de l'UE.

Le Président du PE, le Premier ministre slovène et la Présidente de la Commission participeront à une conférence de presse commune mardi à 12h15.

Débat: mardi 6 juillet Procédure: déclaration du Conseil et de la Commission Conférence de presse: mardi 6 juillet à 12h15 avec le Président du PE, le Premier ministre slovène et la Présidente de la Commission

En savoir plus

[Page web de la présidence slovène](#)

[Priorités de la présidence slovène](#)

[Produits multimédias - Présidence slovène](#)

Bilan du sommet européen de juin avec les Présidents Michel et von der Leyen

Les députés évalueront les conclusions du récent Conseil européen lors d'un débat mercredi matin avec les Présidents Charles Michel et Ursula von der Leyen.

L'évolution de la pandémie de COVID-19, les progrès réalisés dans les campagnes nationales de vaccination et les efforts pour relancer l'économie étaient les sujets à l'ordre du jour de la [réunion des dirigeants européens les 24 et 25 juin](#). La politique migratoire et les relations avec la Turquie et la Russie ont également été discutées. Suite à l'adoption d'une loi en Hongrie cherchant à restreindre l'exposition des enfants à des contenus LGBTI, les chefs d'État ou de gouvernement ont aussi évoqué la question de la discrimination à l'encontre des personnes LGBTI.

Débat: mercredi 7 juillet Procédure: déclarations du Conseil européen et de la Commission, sans résolution

En savoir plus

[Conclusions du Conseil européen \(24-25 juin\)](#)

[Sassoli: Aujourd'hui, l'Europe peut enfin réduire les inégalités](#)

[Produits multimédias - Conseil européen des 24-25 juin](#)

Renforcer le mandat de l'Agence européenne des médicaments

Le Parlement débattira et établira sa position relative aux négociations avec le Conseil sur un rôle renforcé de l'Agence européenne des médicaments, suite aux leçons tirées de la pandémie.

Le débat sur l'élargissement du mandat de [l'Agence européenne des médicaments](#) en matière de préparation aux crises et de gestion des médicaments et des équipements médicaux se tiendra mercredi. Le vote est prévu jeudi.

Les députés devraient demander la création d'une nouvelle base de données européenne d'approvisionnement en médicaments pour surveiller et avertir en cas de pénuries de produits médicaux, une transparence renforcée des organes de l'Agence ainsi qu'une meilleure coordination et information du public sur les essais cliniques.

Contexte Dans le cadre de la construction d'une [Union européenne de la santé](#), la Commission a proposé le 11 novembre 2020 un nouveau cadre de sécurité sanitaire adapté aux futurs défis, s'appuyant sur les [leçons tirées de la lutte contre le coronavirus](#). Il inclut une [proposition](#) visant à renforcer le mandat de l'Agence européenne des médicaments.

Débat: mercredi 7 juillet Vote et résultats: jeudi 8 juillet Procédure: procédure législative ordinaire Conférence de presse avec le rapporteur Nicolás González Casares (S&D, ES): mercredi 7 juillet à 11h00 CET

En savoir plus

[Communiqué - Leçon tirée du COVID-19: un rôle renforcé du régulateur européen des médicaments \(22.06.2021\)](#)

[Projet de rapport](#)

[Fiche de procédure](#)

[Train législatif](#)

[Profil du rapporteur Nicolás González Casares \(S&D, ES\)](#)

[Actualité - Politique de l'UE en matière de santé](#)

[Produits multimédias - Sécurité sanitaire](#)

Migration: la plénière devrait adopter deux fonds pour soutenir les politiques d'asile et de gestion des frontières

Le PE débattrait de deux fonds européens aidant les États membres à gérer les flux migratoires, à faciliter l'intégration et à améliorer la gestion des frontières.

Le [Fonds "Asile, migration et intégration"](#) pour 2021-2027, d'un montant de 9,88 milliards d'euros, vise à renforcer la politique commune en matière d'asile, à développer la migration légale en lien avec les besoins des États membres, à soutenir l'intégration des ressortissants de pays tiers et à contribuer à la lutte contre la migration illégale. À la demande du Parlement, les fonds devraient également servir à encourager les États membres au partage plus équitable des responsabilités en ce qui concerne l'accueil des réfugiés et des demandeurs d'asile dans l'UE.

Avec 6,24 milliards d'euros pour les sept prochaines années, le [fonds pour la gestion intégrée des frontières](#) devrait contribuer à renforcer la gestion des frontières extérieures tout en garantissant le respect des droits fondamentaux. Par ailleurs, il contribuera à une politique commune de visas harmonisée et à l'introduction de mesures de protection pour les personnes vulnérables arrivant en Europe, notamment les mineurs non accompagnés.

Après le débat de mardi, la plénière devrait adopter les accords informels conclus avec le Conseil en décembre 2020 sur les deux fonds.

Débat: mardi 6 juillet Vote: mercredi 7 juillet Procédure: procédure législative ordinaire, accord en seconde lecture

En savoir plus

[Projet de recommandation pour la deuxième lecture en vue de l'adoption d'un règlement établissant le Fonds "Asile et migration"](#)

[Projet de recommandation pour la deuxième lecture en vue de l'adoption d'un règlement dans le cadre du Fonds pour la gestion intégrée des frontières, l'instrument de soutien financier dans le domaine de la gestion des frontières et des visas](#)

[Profil de la rapporteure Tanja Fajon \(S&D, SL\)](#)

[Fiche de procédure - Fonds "Asile et migration"](#)

[Fiche de procédure - Fonds pour la gestion intégrée des frontières](#)

[Produits multimédias - Asile](#)

L'UE doit renforcer sa capacité à lutter contre la désinformation

Lors d'un débat mardi, le Parlement devrait exhorter le Chef de la politique étrangère de l'UE à combattre de façon efficace la désinformation et à œuvrer pour des sanctions plus sévères.

Les députés chercheront en particulier à savoir si Josep Borrell a demandé un mandat plus large (par exemple pour inclure la Chine et d'autres formes d'interférences comme l'ingérence dans les élections) ainsi qu'un meilleur financement de la [task force StratCom du de l'UE](#), un organe créé pour combattre les campagnes de désinformation du Kremlin dans l'UE, les Balkans occidentaux, le [voisinage méridional](#) et le partenariat oriental.

Par ailleurs, ils devraient le questionner sur la façon dont il a l'intention d'améliorer la coordination entre les États membres et les institutions, et sur la manière dont il aide les pays de l'UE à prendre des décisions plus fermes en matière de sanctions.

Débat: mardi 6 juillet Procédure: question avec demande de réponse orale au vice-président de la Commission/Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, sans résolution

En savoir plus

[Question au Haut représentant](#)

[Communiqué de presse - Les députés questionnent le Chef de la politique étrangère de l'UE sur la capacité de l'Union à répondre aux attaques hybrides \(01.03.2021, en anglais\)](#)

[Produits multimédias - Lutte contre la désinformation](#)

La corruption doit être un critère pour les sanctions de l'UE, selon les députés

Lors d'un débat mardi, les députés devraient demander que la corruption soit incluse comme infraction dans le nouveau régime de sanctions de l'UE en matière de droits de l'homme.

Le régime mondial de sanctions de l'UE en matière de droits de l'homme (aussi connu sous le nom de Magnitsky Act), adopté en décembre dernier, n'inclut pas pour l'heure la corruption en lien avec les droits de l'homme comme une infraction répréhensible, contrairement à d'autres dispositifs similaires aux États-Unis et au Canada. C'est pourquoi les députés devraient exhorter la Commission européenne et le Chef de la politique étrangère de l'UE, Josep Borrell, à étendre le champ d'application du régime afin d'inclure les crimes liés à la corruption. Ils devraient également en appeler à une réponse coordonnée de l'UE aux sanctions de rétorsion des pays tiers.

Le débat se tiendra mardi; le vote est prévu mercredi et les résultats seront annoncés jeudi matin. Pour retrouver les questions orales à la Commission et au Haut représentant, cliquez [ici](#) et [ici](#).

Débat: mardi 6 juillet Vote: mercredi 7 juillet (résultats: jeudi 8 juillet) Procédure: question orale avec résolution

En savoir plus

[Communiqué suite au vote en commission \(16.06.2021, en anglais\)](#)

[Service de recherche du PE - Lutter mondialement contre la corruption: le lien avec les droits de l'homme \(07.05.2021, en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

Quelles priorités environnementales pour l'UE à l'horizon 2030?

Les députés débattront et voteront sur leur position concernant les négociations avec le Conseil sur le nouveau programme d'action pour l'environnement.

Pour que l'UE devienne une économie neutre en carbone, efficace dans l'utilisation des ressources, propre et circulaire, les députés devraient plaider pour que le nouveau programme d'action pour l'environnement (PAE) soit aligné sur le pacte vert européen en ce qui concerne le [climat](#), la [biodiversité](#) et les [objectifs de développement durable](#).

Les objectifs du nouveau PAE se concentrent sur l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, la biodiversité, une économie circulaire non-toxique, un environnement sans pollution et l'atténuation de la pression sur l'environnement causé par la production et la consommation dans tous les secteurs.

Les députés devraient confirmer ces objectifs et souligner la nécessité de contrôler et d'évaluer les progrès réalisés par l'UE et les États membres dans cette direction.

Le débat est prévu mercredi et le vote aura lieu jeudi.

Contexte Le PAE de l'UE a façonné la politique environnementale de l'Union depuis le début des années 1970. Le 7e PAE a expiré fin 2020; le 8e sera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2030.

Débat: mercredi 7 juillet Vote: jeudi 8 juillet Procédure: procédure législative ordinaire

En savoir plus

[Fiche de procédure](#)

[Proposition de la Commission: programme d'action général de l'Union pour l'environnement à l'horizon 2030](#)

[Produits multimédias](#)

Pêche: mise en garde contre l'impact de l'éolien et adoption d'un nouveau fonds

Le PE devrait pointer du doigt les dommages causés aux écosystèmes marins par les éoliennes. Il devrait par ailleurs adopter le fonds pour la pêche et l'aquaculture (6,1 milliards d'euros).

Dans un rapport débattu lundi et mis aux voix mardi, les députés devraient souligner que les eaux de l'UE accueillent déjà plus de 5 000 éoliennes, et qu'il faudrait 15 fois plus d'espace marin pour atteindre les objectifs de capacité d'énergie éolienne en mer fixés pour 2050.

Les députés souhaitent que les pêcheurs soient inclus dans le processus décisionnel relatif à la construction de nouvelles éoliennes en mer. Les champs d'éoliennes en mer ne devraient être construits que s'il existe une garantie qu'ils n'auront pas d'impact environnemental, écologique, socioéconomique et socioculturel négatif, conformément à [l'économie bleue](#) et [au pacte vert européen](#), s'approprient à exiger les députés.

Lors d'un vote séparé mardi, suite à un débat lundi, les députés donneront leur feu vert au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, doté de 6,1 milliards d'euros pour la période 2021-2027. Au moins 15 % des allocations nationales devront être consacrées au contrôle des pêches et à la collecte de données, ainsi qu'à la lutte contre la pêche illégale et non réglementée. La protection et la restauration de la biodiversité figurent également parmi les priorités du fonds.

Débats: lundi 5 juillet Vote et résultats: mardi 6 juillet Procédure: rapport d'initiative (éoliennes), procédure législative ordinaire (Fonds)

En savoir plus

[Fiche de procédure - Éoliennes](#)

[Profil du rapporteur Peter van Dalen \(PPE, NL\) - Éoliennes](#)

[Fiche de procédure - Fonds](#)

[Profil du rapporteur Gabriel Mato \(PPE, ES\) - Fonds](#)

[Think tank du PE - Action climatique européenne dans la gouvernance des océans et la politique de la pêche \(en anglais\)](#)

[Étude de la commission de la pêche - Impact sur la pêche de l'utilisation de l'éolien en mer et d'autres énergies renouvelables marines \(en anglais\)](#)

[Commission européenne - Éolien en mer et sur terre \(en anglais\)](#)

Les députés souhaitent que cesse la discrimination à l'égard des personnes âgées

Le Parlement devrait appeler à la promotion d'une image plus positive de la vieillesse en Europe et à des pensions plus équitables.

Le projet de rapport qui fera l'objet d'un débat lundi et d'un vote mercredi indique que la valorisation des personnes âgées et la lutte contre la discrimination à leur égard ne sont possibles que via des politiques fondées sur la solidarité entre générations. Voilà pourquoi les députés devraient souligner l'importance de pensions équitables et demander des mesures concrètes pour lutter contre l'écart entre les pensions des hommes et des femmes.

Le texte adopté en commission de l'emploi appelle les États membres à garantir un accès égal aux services de santé et de soins, notamment aux soins de longue durée et palliatifs, ainsi qu'aux services de santé sexuelle et génésique. Les députés rappellent que, compte tenu de l'évolution démographique en Europe, l'économie émergente des seniors pourrait devenir l'un des principaux moteurs économiques, notamment dans les zones rurales.

Débat: lundi 5 juillet Vote: mercredi 7 juillet Procédure: rapport d'initiative

En savoir plus

[Projet de résolution](#)

[Profil de la rapporteure Beata Szydło \(ECR, PL\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Think tank du PE - Vivre dans l'UE: démographie \(en anglais\)](#)

[Commission européenne - L'économie des seniors \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

Turquie: le Parlement devrait dénoncer la répression continue de l'opposition

Les députés débattront de la répression du gouvernement turc visant l'opposition, notamment le principal parti pro-kurde, lors d'un débat mardi et d'un vote jeudi.

Lors d'un débat avec le Chef de la politique étrangère de l'UE, Josep Borrell, les députés devraient condamner la répression menée depuis un an contre le Parti démocratique des peuples (HDP). Il s'agit du troisième plus grand parti au parlement turc, dont plusieurs milliers de membres sont jugés principalement pour des accusations de terrorisme.

Le Président turc, Recep Tayyip Erdoğan, accuse depuis des années le HDP d'être le visage politique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), aujourd'hui illégal. La Turquie a une longue tradition de dissolution des partis politiques considérés comme une menace et a, par le passé, interdit une série d'autres partis pro-kurdes.

Débat: mardi 6 juillet Vote: jeudi 8 juillet Procédure: déclaration du HR/VP, avec résolution

En savoir plus

[Communiqué - Les relations UE-Turquie à un niveau historiquement bas \(19.05.2021\)](#)

[Think tank du PE - Turquie: rapports 2019 et 2020](#)

[Produits multimédias - UE-Turquie](#)

COVID-19: soutenir la relance du secteur aérien

Alors que le trafic aérien s'est effondré durant la pandémie, les députés devraient demander à la Commission comment remettre sur pied le secteur et relancer les voyages et le tourisme.

La pandémie de COVID-19 a fait payer un lourd tribut au secteur aérien, le trafic ayant chuté de plus des deux tiers par rapport aux niveaux de 2019. Cela aura des conséquences pour les années à venir et menace la viabilité économique des compagnies aériennes, les emplois et les conditions de travail, affirment les députés.

Lors d'un débat jeudi, ils demanderont à la Commission quelles sont les mesures en préparation pour soutenir la relance du secteur aérien européen, comment harmoniser les différentes restrictions de voyage et exigences sanitaires dans l'UE, et comment elle compte rassurer les citoyens sur la possibilité de voyager en toute sérénité.

Débat: jeudi 8 juillet Procédure: question orale

En savoir plus

[Question orale](#)

Antarctique: le PE souhaite une solution rapide pour protéger les zones maritimes

Les députés sont préoccupés par le blocage des négociations internationales relatives à la mise en place de trois zones maritimes protégées en Antarctique.

Les négociations relatives à la création de trois zones maritimes protégées en Antarctique sont au point mort. Dans un projet de résolution qui fera l'objet d'un débat et d'un vote en plénière, les députés exhortent les parties à négocier dans le cadre de la [Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique \(CCAMLR\)](#) afin d'aboutir à un accord. Ils appelleront l'UE à continuer de jouer un rôle moteur et à exiger l'intensification des efforts bilatéraux et multilatéraux, en particulier avec les pays qui se sont opposés à plusieurs reprises à un accord.

Le débat aura lieu mercredi soir et le vote est prévu jeudi.

Contexte Les océans sont le plus important puits de carbone dans le monde. Toutefois, l'altération des écosystèmes marins et côtiers ainsi que l'accélération de la perte de la biodiversité marine affaiblissent leur résilience, notamment dans des écosystèmes éloignés et fragiles comme ceux de l'Antarctique, qui abritent une biodiversité extrêmement riche et variée.

Débat: mercredi 7 juillet Vote et résultats: jeudi 8 juillet Procédure: résolution sur un sujet d'actualité

En savoir plus

[Fiche de procédure](#)

[Commission européenne - Conservation des océans: l'UE prend la tête de l'effort international visant à créer de nouvelles zones marines protégées en Antarctique \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

Mettre un terme à l'utilisation d'animaux dans la recherche et l'expérimentation

Lors d'un débat avec la Commission jeudi, le Parlement débattrait de la manière d'accélérer la transition vers un système de recherche qui ne soit pas fondé sur l'utilisation d'animaux.

La législation européenne actuelle protège le bien-être des animaux encore nécessaires à la recherche. Son objectif ultime est de mettre un terme à l'utilisation des animaux à des fins scientifiques en remplaçant, réduisant et affinant de façon continue leur utilisation dans la recherche, les tests réglementaires et l'éducation.

Le débat se conclura par une résolution qui sera mise aux voix lors de la session plénière de septembre (13-16 septembre).

Contexte Depuis 1986, l'UE a adopté une législation spécifique couvrant l'utilisation des animaux à des fins scientifiques. Les règles en place actuellement limitent l'expérimentation sur les animaux pour la recherche et fixe des exigences minimales pour l'hébergement et les soins des animaux. L'expérimentation animale pour les produits cosmétiques finis est interdite dans l'UE depuis 2004 et pour les ingrédients cosmétiques depuis 2009.

Débat: jeudi 7 juillet Vote: session plénière de septembre Procédure: déclaration de la Commission, avec résolution

En savoir plus

[Commission européenne - Les animaux utilisés à des fins scientifiques \(en anglais\)](#)

[Think tank du PE - L'expérimentation sur les animaux \(en anglais\)](#)

[Vidéo - Protection et bien-être des animaux: les règles de l'UE expliquées](#)

[Produits multimédias](#)

Nicaragua: condamnation de la campagne de répression menée par l'État

Le Nicaragua fera l'objet d'un débat en plénière mardi, en présence du Chef de la diplomatie de l'UE, Josep Borrell. Une résolution sera mise aux voix jeudi.

Les députés devraient condamner fermement la détention de figures de l'opposition nicaraguayennes en amont de l'élection présidentielle prévue en novembre, et appeler à la libération immédiate de tous ces détenus.

Contexte Dans le cadre d'une vaste campagne de répression menée par le gouvernement nicaraguayen, une vingtaine de leaders de l'opposition, notamment plusieurs candidats potentiels à la présidentielle, ont été emprisonnés en amont du scrutin auquel le Président Daniel Ortega se présentera pour la quatrième fois consécutive. Dans sa [résolution du 8 octobre 2020](#), le Parlement européen a condamné les tentatives d'adoption d'une loi anticonstitutionnelle sur la réglementation des agents étrangers, de la loi spéciale sur la cybercriminalité et d'une loi sur les crimes haineux qui ont fourni au gouvernement d'Ortega un outil répressif pour faire taire ses critiques.

Débat: mardi 6 juillet Vote: jeudi 8 juillet Procédure: déclaration du HR/VP, avec résolution

En savoir plus

[Déclaration commune du président de la commission des affaires étrangères, David McAllister \(PPE, DE\), et de la présidente de la délégation pour les relations avec les pays d'Amérique centrale, Tilly Metz \(Verts/ALE, LU\) \(15.06.2021, en anglais\)](#)

[Délégation pour les relations avec les pays d'Amérique centrale](#)

Guerre au Tigré: débat sur l'évolution de la situation

Lors d'un débat mardi, les députés et le Chef de la politique étrangère de l'UE, Josep Borrell, feront le point sur la situation dans la région éthiopienne du Tigré, déchirée par la guerre.

La guerre civile brutale dans le Tigré a éclaté en novembre dernier à la suite d'affrontements entre les forces de défense nationale éthiopiennes, soutenues par d'autres entités, et le gouvernement régional du Tigré.

Depuis lors, de nombreuses atrocités commises contre des civils ont été signalées dans la région, qui connaît également une famine causée par le conflit.

La semaine dernière, trois travailleurs humanitaires de Médecins sans frontières, dont un ressortissant espagnol, ont été retrouvés morts, un acte décrit par l'organisation humanitaire comme un meurtre brutal.

Débat: mardi 6 juillet

En savoir plus

[Résolution du Parlement européen du 26 novembre 2020 sur la situation en Éthiopie](#)

[Déclarations à la presse sur la violence sexuelle comme arme de guerre, notamment au Tigré \(10.05.2021, en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme, à la démocratie et à l'État de droit jeudi matin, avec des votes intervenant le même jour.

- Le cas d'Ahmadreza Djalali en Iran;
- Hong Kong, notamment le cas d'Apple Daily; et
- La peine de mort en Arabie saoudite, notamment les cas de Mustafa Hashem al-Darwish et d'Abdullah al-Howaiti.

Débat: jeudi 8 juillet Vote: jeudi 8 juillet Procédure: résolutions non législatives

En savoir plus

[Produits multimédias - Débats sur les violations des droits de l'homme](#)

Autres sujets à l'ordre du jour

Figurent également à l'ordre du jour les sujets suivants: